

Contact

EMB - European Milk Board asbl

Rue du Commerce 124
B-1000 Brussels

Phone.: +32 - 2808 - 1935

Fax: +32 - 2808 - 8265

office@europeanmilkboard.org

www.europeanmilkboard.org

Bulletin Juin 2011

Chers éleveurs, chers lecteurs,

Débats sur la politique agricole à Bruxelles et actions partout à l'échelle des bases ! Lisez dans ce bulletin où en sont les débats sur le rapport Nicholson, comment les producteurs laitiers français utilisent à Angers leurs tonneaux à lisier et ce que Barack Obama a à dire sur la future politique agricole. De plus, de jeunes agriculteurs et agricultrices, des consommateurs et des militants sont ces jours-ci en route pour rejoindre Berlin depuis de nombreux lieux d'Allemagne et montrer à la Chancelière Angela Merkel la responsabilité qu'elle a de défendre une agriculture durable.

L'action en France évoquée ci-dessus semble avoir soudé les acteurs entre eux car à peine trois jours plus tard, APLI, OPL et la Confédération Paysanne décidaient d'encourager à l'avenir ensemble le regroupement des producteurs dans le cadre du France Milk Board. L'exposition au Parlement européen intitulée « L'homme Le POUVOIR Le lait » a été un succès et même le rapport sur la réforme de la PAC maintenant adopté par la commission agricole européenne représente une véritable amélioration comparé au rapport de base. La journée mondiale du lait a été fêtée en Autriche par l'association membre de l'EMB, l'IG-Milch qui a organisé de nombreuses actions où les consommateurs ont pu faire connaissance des bons côtés du lait équitable « A faire Milch ». La déclaration de presse de la BDM, l'Union de producteurs laitiers allemands, profite de l'occasion de la journée mondiale du lait pour faire une rétrospective critique de la situation des producteurs laitiers allemands de ces derniers mois. Il n'en est pas vraiment autrement dans la plupart des pays européens.

À partir de juin, l'exposition « L'homme Le POUVOIR Le lait » sera également proposée en anglais et en français pour présenter aux « non-producteurs agricoles » les visages qui se cachent derrière le lait et montrer les effets de la politique agricole sur les producteurs agricoles en Europe et dans le monde. Si vous êtes intéressé(e), n'hésitez pas à vous adresser au bureau central de l'EMB.

Le prochain bulletin de l'EMB apparaîtra fin juillet en double édition estivale.

Je vous souhaite une bonne lecture !

Très cordialement,

Sonja Korspeter

Bruxelles : les députés européens en désaccord sur la conception de la politique laitière

En raison des nombreuses demandes d'amendement et des débats permanents, la décision sur le rapport de Nicholson au sein de la commission agricole européenne doit être reportée à fin juin ou même au mois de juillet. Ce rapport commente le « pack lait » présenté en décembre par la Commission européenne en vue de la réforme de la politique laitière européenne.

Martin Häusling (Verts/ALE) commente ainsi les débats : « Jusqu'à la mi juin, il nous faut concentrer les débats non pas comme jusqu'à présent sur la structure détaillée des contrats mais sur les possibilités de regroupement des producteurs et l'agence de régulation, des thèmes que nous devons mener à bien. » Les chances d'obtenir un plafond de

regroupement raisonnable (environ 30 % du volume laitier à l'échelle européenne et 75% à l'échelle nationale) sont toutefois faibles aux yeux de Häusling. Sur ce point en particulier, le rapporteur Nicholson ne se montre pas prêt à faire des compromis.

Pour Elisabeth Jeggler (PPE), le renforcement des exploitations laitières, en particulier aussi celles de petite taille, et la transparence sur le marché laitier sont les points les plus importants du débat. Son collègue également conservateur, Richard Ashworth de Grande-Bretagne (ECR), voit par contre la situation autrement : les exploitations laitières doivent plus investir dans leur croissance et dans les établissements de transformation. Elles pourraient ainsi à l'avenir négocier d'égal à égal avec les laiteries. À ses yeux, les petites exploitations appartiendront bientôt au passé, et il ne nous faut pas être nostalgiques.

Dans la discussion portant sur le statut spécial des coopératives, les choses semblent bouger. De nombreux parlementaires ont reconnu qu'une grande partie des coopératives actuelles ne défendent plus que très relativement les intérêts de leurs membres et qu'il faut donc permettre aussi aux producteurs laitiers membres de coopératives d'adhérer à des organisations indépendantes de producteurs. Ce point de vue est par exemple défendu par le social-démocrate Marc Tarabella de Belgique (groupe parlementaire S&D).

De l'avis de Sieta van Keimpema, vice-présidente de l'European Milk Board, cette position n'est toutefois pas susceptible de réunir la majorité : « Trop de décideurs n'ont pas encore compris le rôle problématique que jouent les coopératives pour les producteurs laitiers et ne voient donc aucune nécessité à une double appartenance ». L'instauration d'une agence de régulation, par contre, a aux yeux de van Keimpema de bonnes chances de se réaliser. Il faut toutefois de son avis veiller de près à ce que celle-ci ne devienne pas un instrument qui profite uniquement au secteur industriel. C'est pourquoi un calcul raisonnable des coûts de production est si important comme base du travail de l'agence de régulation.

D'ici la fin juin, de nombreux entretiens auront lieu pour trouver un compromis entre les différents points de vue. Il est impossible à l'heure actuelle de dire si ce compromis renforcera ou non la position des producteurs laitiers.

Sonja Korspeter, EMB

France : atmosphère surchauffée à Angers

Le 23 mai 2011, l'organisation membre de l'EMB, l'Association des Producteurs de Lait Indépendants APLI, a en coopération avec la Confédération Paysanne appelé à une grande action à Angers, dans l'Ouest de la France. Avec la sécheresse qui règne actuellement dans la majeure partie de la France et touche particulièrement les régions laitières de l'Ouest, du Nord et du Centre et le bas niveau actuel du prix du lait de 30,5 centimes d'euro qui est sans commune mesure avec les prix du beurre et du lait en poudre actuellement pratiqués sur le marché, le moral déjà éprouvé des producteurs laitiers est mis à dure épreuve. Il apparaît par ailleurs que les contrats présentés en France par les grandes laiteries n'amélioreront pas la situation des éleveurs vu qu'ils ne s'orientent pas sur les coûts de production.

C'est la raison pour laquelle environ 550 producteurs laitiers se sont rassemblés devant la chambre de l'agriculture d'Angers pour manifester contre la politique agricole française et pour soutenir les eurodéputés qui s'investissent dans la défense des intérêts des producteurs laitiers et en faveur de la réforme de la Politique agricole commune (PAC).

Les producteurs laitiers ont également reçu l'appui de leurs collègues des élevages bovins et ovins qui sont également touchés par la crise actuelle.

Il n'y eut malheureusement aucun entretien avec les représentants de la chambre de l'agriculture vu que, dès leur arrivée, les manifestants se trouvèrent face à un grand déploiement des forces de police. En contrepartie, les participants déversèrent plusieurs tonneaux de lisier contenant du lait avarié sur la place qui se trouve devant la chambre de l'agriculture.

Un thème majeur de cette action était la nécessité pour les producteurs laitiers de se regrouper dans une organisation qui leur est propre, la France Milk Board. Des producteurs laitiers avaient même fait le voyage depuis la Belgique jusqu'à Angers pour remettre solennellement leur demande d'adhésion au France Milk Board aux mains de son président Paul Montvalon. Maintenant, le regroupement dans des Milch Boards devrait s'étendre à tous les États européens, l'APLI comptant à cet effet sur les représentants des producteurs laitiers de chaque pays membre de l'EMB.

D'après Anton Sidler, membre du comité directeur de l'EMB et membre de l'APLI, cette action d'Angers pourrait marquer le début d'une nouvelle vague de mobilisation.

Anton Sidler, APLI et EMB / Stephanie Heikamp, EMB

Allemagne : départ impressionnant du rallye des producteurs agricoles convergeant vers Berlin.

Ce sont plus de 200 participants qui se sont mis en route le 29 mai 2011 sur les deux lieux de lancement du rallye des producteurs agricoles : Auerberg dans le Allgäu bavarois et Greetsiel, le port de pêcheurs de Frise orientale au bord de la Mer du Nord. Accompagnés d'autres tracteurs décorés, deux tracteurs se sont mis en route dans ces deux villages pour un voyage de dix jours devant les conduire jusque devant la Chancellerie à Berlin.

« Madame Merkel, l'agriculture paysanne qui donne à la région son visage typique doit être préservée. Il faut pour cela une toute autre politique agricole. C'est pourquoi nous sommes aujourd'hui sur les routes » déclarait Jan Wendel, conducteur du rallye et étudiant en sciences agronomiques à Kassel, Allemagne. « La responsabilité du gouvernement fédéral sur ce que sera la réforme de la politique agricole est majeure. Comme nous sommes tous concernés et qu'il ne s'agit pas de décisions d'arrière-boutique, nous nous impliquons activement dans ce processus » ajoutait Wendel. Continuer à miser sur des structures agricoles industrielles, c'est ravir aux producteurs leurs moyens de subsistance comme il en est malheureusement déjà le cas dans de nombreuses régions d'Europe. C'est pour stopper ce processus que nous nous rendons à Berlin. »

« La réforme de la politique agricole européenne ne doit pas se limiter à l'argent. Nous avons besoin de conditions cadres raisonnables pour le marché. Nous, les éleveurs, nous ne voulons pas dépendre de paiements directs de l'État mais nous voulons pouvoir vivre des recettes gagnées par la vente de nos produits » expliqua Karin Mannsholt, représentante de la BDM de Basse-Saxe à Greetsiel. « Nous nous battons pour des prix équitables et pour un cadre politique qui les permette » expliqua Romuald Schaber, le président de la BDM à Auerberg. « Et nous ne pouvons y arriver que par le biais de cette forte alliance de producteurs agricoles, consommateurs, défenseurs de l'environnements et organisations « unimondistes ». C'est pourquoi nous sommes très heureux de bénéficier du large soutien de 33 organisations de l'alliance « Meine-Landwirtschaft.de ». Car la politique agricole en Europe est essentielle pour la survie de nos éleveurs mais aussi de notre planète. »

« Nous en avons assez de la politique agricole menée jusqu'ici » déclara Hubert Weiger, président de la fédération allemande de défense de l'environnement « Bund für Umwelt und Naturschutz Deutschland » à Auerberg. « Cette politique non seulement anéantit les moyens d'existence du monde agricole mais elle dérègle aussi notre climat et nuit à notre environnement tout en coûtant beaucoup à la société. Nous ne voulons plus et nous ne pouvons plus nous permettre cette politique agricole qui est engagée dans la mauvaise voie. Il est urgent de changer de système et de passer à une agriculture paysanne et écologique. C'est la raison pour laquelle nous soutenons ce rallye des éleveurs. »

Les pêcheurs côtiers de la Mer du Nord ont eux aussi besoin d'un marché équitable pour leurs crevettes et c'est pourquoi ils ont fait la grève pendant plusieurs semaines. « En continuant à tuer nos prix, on ne verra bientôt plus leurs bateaux entrer dans ce port idyllique ni aucune vache paître dans le pré » expliqua Dirk Sander, représentant des pêcheurs de l'Allemagne du Nord au départ du rallye à Greetsiel.

Les jeunes producteurs agricoles qui organisent plus de 50 actions autour de ce rallye demandent au gouvernement allemand de ne plus s'opposer à une nouvelle réforme de la politique agricole européenne afin d'adopter une politique agricole en faveur d'une agriculture paysanne, équitable, respectueuse des animaux et écologique. Le gouvernement devrait cesser de représenter les intérêts de l'agro-industrie et des grands propriétaires fonciers. Pour appuyer ces messages, les participants se retrouveront pour l'arrivée du rallye le 9 juin à Berlin. Devant la Chancellerie. Ils inviteront alors la Chancelière à une table ronde. De plus amples informations se trouvent en langue allemande à l'adresse www.bauernsternfahrt.de

Extrait d'une déclaration de presse de la campagne « Meine Landwirtschaft » du 29.5.2011

Le Président Barack Obama réclame une restructuration des subventions de l'État.

Le Président américain Barack Obama plaida récemment pour une réforme des subventions agricoles aux Etats-Unis afin d'assurer que celles-ci ne s'insinuent dans les grands groupes. Questionné sur ce point, le Président américain avoua, lors de cette rencontre à laquelle participaient également des producteurs agricoles, que le système actuel était dépassé. Aux Etats-Unis, ce ne sont pas toujours les producteurs qui en ont le plus besoin qui profitent de subventions. Le système devrait faire l'objet d'une restructuration. Il souligna qu'avant tout les exploitations familiales en détresse en raison de la sécheresse et de catastrophes naturelles devaient recevoir des aides ponctuelles.

L'instauration d'un plafond de revenus est du point de vue de Barack Obama une solution envisageable dans le domaine des aides publiques. Les subventions pourraient ne pas être versées en permanence si les producteurs agricoles étaient en mesure de subvenir à leurs besoins par leur propre travail. Il souligna toutefois également qu'un tel changement ne pourrait se réaliser du jour au lendemain et qu'il fallait s'attendre à des protestations de la part des producteurs

agricoles. Il ajouta que les députés membres de la commission de l'agriculture du Congrès venant souvent d'États fédérés américains traditionnellement agricoles où beaucoup défendent les programmes existants, il était difficile de mettre en œuvre des changements.

Aux vues du déficit croissant des finances publiques des Etats-Unis, il déclara qu'il fallait entreprendre les réductions avec précaution, c'est à dire non pas à coups de machette mais au scalpel. Il répéta ainsi un point qu'il avait souvent évoqué ces derniers mois : « Les Etats-Unis ont besoin d'une approche équilibrée. Il nous faut donc investir dans les secteurs porteurs de croissance, les autres, nous pouvons les réduire. »

Extraits de l'article : www.cbsnews.com/8301-503544_162-20062208-503544.html

La Confédération Paysanne rejoint l'APLI et L'OPL à France Milk Board

Réunis le jeudi 26 mai 2011, dans le cadre de l'Office du Lait, d'un commun accord, les trois syndicats ou associations, vont élaborer de façon collégiale, un contrat type, prenant en compte les réalités économiques des exploitations laitières dont les axes incontournables seront gestion des volumes et coût de production réels (rémunération du travail comprise).

En totale conformité avec les décisions du Parlement européen précisant, entre autres, que « les prix payés aux producteurs soient supérieurs aux coûts de productions », ce contrat, porté par « France Milk Board », est le fruit d'une prise de conscience collective de la nécessité, sans les renier, d'outrepasser les différences idéologiques pour se focaliser sur la défense des intérêts des producteurs de lait ; position indispensable au maintien d'un secteur laitier durablement installé sur tout le territoire et garantissant une production couvrant les besoins des citoyens Européens.

l'APLI Nationale, l'Organisation des Producteurs de Lait (OPL) et la Confédération Paysanne Nationale, appellent tous les producteurs laitiers à adhérer à France Milk Board, seule organisation de producteurs représentative, pluraliste et transversale.

Communiqué de presse des trois organisations du 26 mai 2011

L'exposition « L'homme Le pouvoir Le lait » au Parlement européen de Bruxelles

Le mercredi 27 mai 2011 a été inaugurée au sein du Parlement européen de Bruxelles et en présence d'un grand nombre d'invités l'exposition de photographies « L'homme Le pouvoir Le lait . La politique agricole européenne et agriculture paysanne dans le Nord et dans de Sud. Impacts et perspectives ». Le même jour, la commission de l'agriculture de L'UE adoptait un rapport portant sur la réforme de la politique agricole commune. Georg Häusler, chef de cabiner du Commissaire européen à l'agriculture Dacian Ciolos, inaugura l'exposition : « Je vois sur ces photos des personnes qui jettent un regard plein de vie et déterminé dans la caméra. On ressent qu'ils font preuve d'une grande compétence dans leur travail et qu'ils le font avec beaucoup de soin mais aussi qu'ils partagent leur vie avec les animaux et la campagne. La politique agricole de l'UE doit offrir des perspectives dans l'agriculture à ces personnes en assurant un cadre politique bien clair.

Romuald Schaber, président de l'European Milk Board, saluait également la capacité de l'exposition à montrer que le lait était fait de la main de l'homme : « Les photos mettent en évidence le quotidien et la vie des gens qui sont derrière le lait. La perspective Nord / Sud de l'exposition permet de voir clairement qu'ici comme là, la production laitière est le moyen de subsistance pour d'innombrables familles. Il est essentiel pour donner des perspectives à long terme aux producteurs laitiers d'Europe et du reste du monde d'assurer ici en Europe une production adaptée aux besoins. Dans les débats sur la future politique laitière de l'UE, les parlementaires européens membres de la commission de l'agriculture doivent être conscients de l'importante responsabilité qu'ils portent pour permettre l'instauration de conditions cadres raisonnables. » Schaber concrétisa sans attendre cette revendication : « Une agence de régulation devrait garantir que le volume de production de lait correspond à la demande en s'appuyant sur ses observations et des données précises basées sur les coûts de la production. »

Schaber se félicita que le rapport sur la réforme de la PAC sur lequel votait la commission de l'agriculture de l'UE souligne l'importance des mesures s'inscrivant dans une gestion des volumes. « Ce paragraphe explique avec raison que de telles mesures permettent de réguler avec efficacité le marché et d'empêcher des crises provoquées par une surproduction ; et ce, sans entraîner de coûts supplémentaires pour l'Union européenne. »

Martin Häusling, membre du parlement européen et hôte de l'exposition, se référa dans son discours aux négociations qui sont actuellement en cours sur le rapport laitier de Nicholson au sein de la commission de l'agriculture de l'UE : « Il est encore et toujours question dans les débats des contrats entre les producteurs laitiers et les laiteries. Mais c'est une

bonne position de force qui est essentielle pour assurer des contrats équitables. C'est pourquoi la priorité doit être la création par le pouvoir politique de conditions cadres permettant un regroupement efficace des éleveurs. » Son collègue député José Bové souligna également que le marché laitier ne fonctionnait pas sans intervention de l'État. Si la politique ne tient pas cas de cette nécessité et supprime les quotas sans proposer d'alternative, ce ne sera plus que sur les photos des musées que l'on pourra voir les producteurs agricoles.

Extrait d'une déclaration de presse de l'EMB du 27.5.2011

Dès le début juin, il est possible de louer cette exposition pour vos rencontres ou actions en en faisant la demande auprès du bureau central de l'European Milk Board.

Adoption au sein de la commission de l'agriculture du rapport sur la réforme de la PAC

La commission de l'agriculture du Parlement européen adopta le 25 mai son rapport sur l'avenir de la réforme agricole de l'UE qui sera maintenant soumis en séance plénière au vote du Parlement. 1284 demandes d'amendement avaient été déposées sur le projet de rapport de l'eurodéputé Albert Deß (CSU). La version actuelle qui vient d'être adoptée représente une véritable amélioration en terme écologique et social mais reste très vague sur de nombreux thèmes.

Le rapport parle ainsi de mesures visant à permettre de réguler avec efficacité le marché et d'empêcher des crises provoquées par une surproduction ; sans entraîner de coûts supplémentaires pour l'Union européenne. Toutefois, à d'autres endroits, ce sont de nouveaux les thèmes d'assurance-risque et d'intervention qui sont cités pour résoudre les problèmes de volatilité des prix sur les marchés agricoles. Au point 59, la Commission européenne est explicitement invitée à soutenir la création de nouvelles organisations de producteurs afin de renforcer la position de force des producteurs agricoles face à la distribution et aux transformateurs.

Contrairement au Conseil des Ministres de l'agriculture, le rapport soutient le plafonnement des paiements directs aux agriculteurs qui avait été proposé par le Commissaire à l'agriculture Ciolos. Cela signifie des paiements dégressifs pour les grandes exploitations tenant compte du nombre d'emplois ainsi que des méthodes de production durables. De même, ce rapport soutient la proposition d'instaurer des paiements forfaitaires pour les petits exploitants agricoles ainsi qu'une distribution progressive des subventions entre les États membres en faveur des 8 millions (sur 15) de producteurs des nouveaux États membres fortement défavorisés de l'Europe de l'Est.

Autres positions intéressantes du rapport :

Une nouvelle initiative de transparence touchant non seulement le versement des subventions aux producteurs mais aussi l'industrie agro-alimentaire qui se voit obligée de publier ses parts de marchés et ses bénéficiaires

Des initiatives spéciales qui permettent aux jeunes producteurs d'accéder à la culture agricole

Des mesures visant à réduire les importations en protéines d'outre-mer et à préserver les herbages

Le soutien de la commercialisation directe et autres formes de circuits courts entre producteurs et consommateurs qui sont plus transparents, plus équitables et plus efficaces.

L'adaptation des normes d'hygiène à un niveau raisonnable pour les petites et moyennes exploitations et la commercialisation directe

Un paragraphe relativement court réclame que la politique de développement et de la politique commerciale de la Communauté soient cohérentes avec la politique agricole et n'entravent pas les possibilités des pays émergents à assurer leur autosuffisance.

La commission de l'agriculture a elle-même baptisé son rapport « un renouveau de la politique agricole », tous les groupes parlementaires se sont montrés relativement satisfaits du compromis obtenu. Beaucoup étaient avant tout soulagés que les approches porteuses d'avenir du Commissaire à l'agriculture Ciolos n'aient pas été rejetées comme par les Ministres de l'agriculture des différents États. Toutefois, dans une large mesure, le rapport reste vague dans ses formulations qui parfois se contredisent. Le véritable débat sur la réforme de la PAC se tiendra en automne quand sera présentée la proposition de loi concrète de la Commission européenne. La décision sur le rapport du lait de Nicholson ayant été reportée, il est possible que la réforme de la PAC et le « pack du lait » finissent par être négociés ensemble.

Sonja Korspeter, EMB

La journée mondiale du lait du 1er juin en Autriche

Produire la meilleure des qualités est une chose qui va de soi pour les producteurs autrichiens. Tous les jours (sans repos dominical ni jours fériés), ils s'occupent de leurs vaches car seuls des animaux bien soignés sont à même de donner le meilleur des laits.

Malheureusement, il ne va pas de soi que ce travail soit récompensé par une rémunération équitable. Les consommateurs aussi peuvent alors soutenir le travail des éleveurs en achetant du lait et des produits laitiers autrichiens. Choisir la marque « A faire Milch », c'est aussi avoir l'assurance que les producteurs laitiers reçoivent pour leur lait un prix plus élevé que celui qui leur est accordé par les laiteries.

À l'occasion de la journée mondiale du lait, il fut organisé dans toute l'Autriche des actions autour du thème du « lait ». Les visiteurs furent gâtés par de délicieux milk-shakes, les enfants purent s'amuser avec nos « Färonikas » (les Justines autrichiennes) au cours d'un programme qui leur était réservé ou simplement se rafraîchir en buvant un verre de lait.

Site Internet de l'organisation IG-Milch

La journée du lait en Allemagne : une motivation de continuer à lutter pour une production laitière diversifiée

Comme toujours, la filière laitière va profiter de la journée du lait pour se mettre à l'honneur et mettre en avant ses propres points forts. L'industrie laitière a de bonnes raisons de le faire. Elle s'est non seulement bien sortie de l'année de crise 2009 mais a même connu la prospérité. Aussi l'année 2010 de même que la première moitié de l'année 2011 donnent toute raison de satisfaction. Le marché laitier s'est détendu et les affaires marchent bien.

Malgré tout, les producteurs laitiers ont à affronter de bien plus gros défis : ils sont encore loin de pouvoir vivre de leur lait. En Allemagne, le prix moyen du lait est de 34 centimes d'euros pour des coûts de production de 43 centimes, comme l'a calculé l'institut agricole du Land de Thuringe « Thüringische Landesanstalt für Landwirtschaft » pour l'année 2010 sur la base des analyses des différents secteurs d'exploitation. Depuis avril 2010, les coûts pour les moyens de production ont continué à exploser : énergie 20%, fourrage, semences et engrais 70% etc. Les producteurs laitiers ont encore toujours à lutter contre les conséquences de la crise laitière. Les crédits qui furent contractés à cette époque sont maintenant à rembourser. Pour la constitution de réserves en vue de la prochaine crise (une mesure nécessaire du point de vue de la gestion d'entreprise), il manque l'argent.

Il n'a pas non plus été possible de véritablement améliorer la faible position qu'occupent les producteurs laitiers dans la chaîne de valeur ajoutée. La promesse a certes été faite à l'échelle européenne et nationale de rehausser les plafonds de regroupement s'appliquant aux producteurs laitiers, au niveau des laiteries toutefois, le processus de concentration suit son cours. C'est ainsi que dans le Nord et jusque dans le centre de l'Allemagne, les producteurs laitiers ont de facto peu d'alternatives de commercialisation : ils se trouvent pour l'essentiel face à deux grands groupes (Deutsches Milch-Kontor DMK et Hansa-Arla).

« Pour les producteurs laitiers de la BDM. l'Union de producteurs laitiers allemands, c'est une motivation pour continuer à se battre en faveur de nouvelles conditions cadres de la production laitière » résume le président de la BDM, Romuald Schaber. « Il est urgent d'améliorer la position de force des producteurs laitiers. C'est indispensable pour assurer une bonne commercialisation de notre produit et ainsi des prix du lait rémunérateurs. Et c'est le seul moyen de garantir la diversité que les consommateurs demandent expressément. » Et il ajoute : « Notre appel s'adresse au Bundeskartellamt, l'office allemand des ententes. Comme il a déjà été le cas dans le secteur de l'essence, il faut donner au gouvernement allemand un mandat d'agir, celui ici de s'engager en défendant les intérêts des producteurs laitiers pour éliminer le déséquilibre des forces du marché qui défavorise les producteurs laitiers. »

Extraits : déclaration de presse de la BDM d 31.5.2011

